L'ETINCELLE

Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire

La Poste
Paris 11e-20e

Lundi 18 octobre 2021

Les crimes d'un système d'exploitation :

NE MÂCHONS PAS NOS MOTS

Jeudi dernier, le ministre de l'Intérieur Gérald Darmanin a déclaré vouloir déposer plainte contre Philippe Poutou, candidat du NPA à la présidentielle. Son prétendu « délit » ? Avoir répondu à un journaliste que « oui, la police tue », citant nommément des victimes récentes de violences policières.
Deux jours plus tard, c'est Macron lui-même qui, au nom de l'État français mais avec soixante ans de retard et en occultant les noms des principaux responsables, a reconnu le massacre par la police française d'Algériens, le 17 octobre 1961. Une des plus sanglantes tueries d'ouvriers par la police.

Cachez ces noms !

Ce 17 octobre 1961, des milliers d'ouvriers algériens et leurs familles, hommes, femmes et enfants, venant des cités pauvres de banlieue, hôtels ou bidonville de Nanterre où ils vivaient, manifestaient à Paris pour l'indépendance de leur pays et la fin de la guerre coloniale. La répression fut féroce : 12 000 Algériens raflés, des centaines de blessés et entre 200 et 300 morts, peut-être plus, car on n'a pas compté les cadavres jetés à la Seine.

En reconnaissant les faits (enfin !), Macron n'en a pourtant fait porter le chapeau qu'au seul préfet de police de l'époque, Maurice Papon, dédouanant ses supérieurs, le ministre de l'Intérieur, le Premier ministre et, au-dessus d'eux, le président de la République, Charles de Gaulle.

Papon ne débutait pas dans le crime d'État : préfet de la Gironde sous Pétain, il y avait organisé la déportation des Juifs. Ce qui n'a pas nui à son déroulement de carrière : préfet de police de Paris sous la présidence de De Gaulle, puis ministre. C'est ça, la permanence de l'État et de sa police, en défense d'un ordre social au service des riches.

Des traces qui ne s'effacent pas

De cette période coloniale nous vient un racisme présent dans la police française, qui continue à arrêter au faciès des jeunes de banlieue, lacère les tentes des migrants et les traque dans tout le pays. Mais les ordres continuent à venir d'en haut : d'un gouvernement qui fait la chasse aux migrants, leur ferme les frontières… en laissant néanmoins passer celles et ceux dont le patronat français a besoin, pour ses profits. Trois migrants algériens ont perdu la vie la semaine dernière, fauchés par un train alors qu'ils fuyaient les contrôles de police.

Autre héritage de cette période : l'extrême droite. De vieille tradition, certes, dans les milieux dorés français. Mais à laquelle Macron emboîte le pas quand il durcit l'accès aux visas pour les Maghrébins.

Car à la police est attribué un rôle dans la société d'exploitation, comme l'a expliqué Philippe Poutou : maintenir l'exploitation coloniale hier, l'ordre social au profit des riches toujours. D'où la répression de grèves et de manifestations ouvrières, ou de Gilets jaunes.

Un candidat révolutionnaire pour défendre le monde du travail

C'est pour dénoncer cette réalité que notre camarade Philippe Poutou, ouvrier au chômage, licencié de chez Ford, se présente à l'élection présidentielle de 2022 : contre la violence des salaires qui n'augmentent pas, contre l'insécurité liée au chômage et aux licenciements, contre le manque de moyens dans les écoles et les hôpitaux, alors que les patrons engrangent des profits record. Un programme de revendications et de luttes du monde du travail, de contrôle aussi des ouvriers sur la production en fonction des besoins, pour qu'enfin les vies et la nature passent avant la course aux profits.

Un programme internationaliste également, tous unis, français et immigrés, unis, prolétaires d'une même planète. Nos intérêts sont liés, entre exploités par les mêmes multinationales, opprimés par des puissances impérialistes qui voudraient conserver leur domination sur le monde.

Salaires sup', pas heures sup'

Entre nos salaires au plancher et les conditions de travail qui se dégradent, beaucoup de collègues sont en arrêt, d'autres démissionnent. Et comme La Poste a mis à la porte des collègues intérimaires, le sous-effectif est criant.

La direction compte sur nous pour remplacer les absents en faisant des heures supplémentaires. Mais il n'y a qu'elle qui est gagnante en faisant courir des collègues pour arrondir leurs fins de mois.

Dans plusieurs entreprises, les travailleurs se mobilisent pour augmenter les salaires après des années de gel. Voilà de quoi nous inspirer.

En vitesse, mais pas des lumières

La direction est tellement pressée de rajouter du travail aux préparateurs du 11e qu'elle avait déjà donné l'ordre à Wissous de nous rajouter ce courrier supplémentaire dans les bacs, avant même la mise en place de cette réorg !

Que la direction fasse n'importe quoi, c'est son problème. Mais pour nous, la coupe est pleine : travailler plus à moins nombreux, il n'y a pas de raison de laisser faire.

Nos congés c'est quand on le décide

La direction prétend nous obliger à poser tous nos congés avant le 31 décembre, alors qu'il est possible de les poser en partie jusqu'au 30 avril.

Comme d'habitude, La Poste voudrait faire ce qu'elle veut sans se soucier de la vie des travailleurs.

C'est à nous qui trimons toute l'année d'organiser nos semaines de repos et non à la direction.

L'urgence, c'est notre salaire

Nous avons reçu dans le dernier magazine *Forum* une petit brochure sur l'accord de la prime d'intéressement. 13 pages de calculs d'apothicaire pour aboutir à des sommes dérisoires.

Pas de quoi nous payer la facture d'énergie de l'année !

Les prix carburent : à quand les salaires ?

Après l'énergie, le gaz, l'électricité, c'est l'essence qui s'envole. Le pétrole n'est pas soudainement devenu plus rare, mais les grandes compagnies spéculent sur une demande accrue. TotalEnergies affiche ainsi 6,5 milliards de dollars de bénéfices au premier semestre 2021 et espère faire mieux au second.

Selon la presse, Macron cherche une « solution » pour éviter un remake des Gilets jaunes. La réponse est simple : augmentation des salaires, suppression des taxes sur les carburants et imposition des grands groupes de l'énergie pour financer des transports en commun dignes de ce nom !

MEETING AVEC PHILIPPE POUTOU
JEUDI 21 OCTOBRE / 20H
À LA BELLEVILLOISE 19-21 RUE BOYER 75020 PARIS
NOUVEAUPARTIANTICAPITALISTE.ORG ~ LANTICAPITALISTE.ORG ~ POUTOU2022.ORG



Grèves aux États-Unis

Aux États-Unis, plusieurs dizaines de milliers de travailleurs se mettent en grève : 10 000 chez le constructeur de tracteurs John Deere, 1 400 à l'usine de céréales Kellogg's, plus de 2 000 dans un hôpital de Buffalo, etc. D'autres ont prévu de s'y mettre, comme les 31 000 employés du groupe de santé Kaiser Permanente.

Là-bas comme ici, les capitalistes veulent maintenir les bas salaires et des conditions de travail dégradées, alors que les prix s'envolent. Nombre de travailleurs ne veulent plus l'accepter et ils ont bien raison. Les patrons se plaignent d'avoir du mal à recruter ? Qu'ils augmentent les salaires et allègent la charge de travail !

Pollution de l'air : les enfants pauvres en première ligne

À l'occasion de la Journée nationale de la qualité de l'air, le Réseau action climat et Unicef France ont dénoncé les effets de la pauvreté sur la santé des plus jeunes, notamment ceux des milieux défavorisés.

Outre un moindre accès aux soins, ils habitent souvent des logements vétustes, mal isolés, avec une aération inadéquate et une plus forte exposition au bruit et à la chaleur auxquelles se cumule le manque d'espaces verts, de parcs et d'aires de jeu.

Et de constater que *« les enfants pauvres sont généralement plus vulnérables à la pollution de l'air parce qu'ils sont soumis au cours de leur vie à davantage d'expositions néfastes »*. L'OMS rappelle qu'à l'échelle planétaire la pollution de l'air tue chaque année environ sept millions de personnes, dont plus de quatre millions en lien avec l'air ambiant, parmi lesquels au moins 600 000 enfants.

Les banques françaises s'engraissent en Afrique

L'association Oxfam dénonce le rôle des banques françaises dans les dettes africaines, dont elles sont les principales détentrices. Grâce à elles, elles touchent des centaines de millions de dollars, avec des taux d'intérêts de 9,5 % en moyenne.

En Côte d'Ivoire, le remboursement de la dette monte à 133 millions de dollars, alors que le budget annuel de l'ensemble des hôpitaux s'élève à 85 millions.

Macron se prétendait « grand soutien » de l'Afrique pendant la pandémie. Il a surtout permis aux banques de préserver leur rente lucrative sur le dos des populations locales. La France-à-fric, est toujours bien assise !

Imp. Spé. NPA. Ne pas jeter sur la voie publique.